



ÇA ROULE AU CAPMO

Feuille de chou du CAPMO

Février 2014

Année 14, Numéro 06

L'économie pour qui, pour quoi ?

Selon le dernier rapport de l'Organisation de coopération et de développement économique, les inégalités sociales seraient la principale menace à la paix mondiale, à la sécurité et à la croissance économique des nations. Pour le Pape François, le politique doit reprendre le dessus sur l'autonomie absolue des marchés qui équivaut en fait à un laisser-aller correspondant à l'incapacité pour l'humanité d'orienter les choix qui engagent son avenir.

Comme Karl Marx l'a révélé, la nature du capital est de se concentrer toujours davantage entre les mains de quelques-uns et de prélever, pour se maintenir, une part toujours plus grande des revenus des travailleurs. Mécanique inexorable, le capital s'accumule dans des voutes sans fonds servant à combler l'abîme existentiel du cœur de ceux qui n'en n'ont pas. (Je parle ici d'une compassion active qui serait en mesure de se remettre en question ses privilèges.)

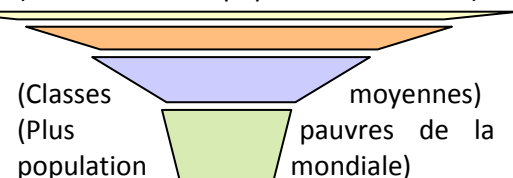
Bref, en entendant le rapport d'Oxfam adressé aux puissants qui se sont réunis à Davos, une image m'a traversé l'esprit : celle d'une pyramide inversée où le pallier supérieur occupé par le 1% des plus riches de la planète aurait une surface équivalente à leur poids économique. Vous imaginez la structure bizarre qui possède une surface énorme à l'échelon supérieur et

une tête d'épingle à l'échelon du bas, cette pyramide aurait tendance à basculer ou à s'écrouler sur elle-même. Ce n'est pas tout, imaginons que ces plus riches qui vivent sur le toit du monde et occupent un espace incommensurable par rapport aux sans-voix qui se partagent l'espace infime du bas, du haut de leur terrasse les riches ne peuvent apercevoir les gens qui vivent en-dessous d'eux parce qu'ils les surplombent. Et ce surplomb se répète à chaque échelon qui descend vers le bas. Ceux du dessous ne voient pas ou ne comprennent pas les conditions injustes qu'ils imposent aux échelons inférieurs et ne cherchent qu'à atteindre l'échelon supérieur pour enfin occuper leur espace au soleil. Résultat, ceux et celles qui habitent tout en bas dans des conditions infra-humaines ne voient jamais le soleil capitaliste où la vie n'est que somptuosité et magnificence, ce qu'eux les riches appellent la culture et qu'ils nous font miroiter comme but ultime de la vie.

Ce que ces milliardaires perçoivent de l'humanité qui vit en-dessous d'eux, n'est qu'une masse grouillante et informe qui leur fait peur, terrorisés qu'ils sont à l'idée de perdre leurs privilèges. Les pauvres font peur, la culture dominante les associe au bas-fond d'où surgissent les criminels. C'est pourquoi les riches s'arment, s'entourent d'armées et de gardes du corps, font pression sur les États pour

renforcer les lois qui condamnent les pauvres, sans jamais remettre en question leur refus de contribuer par leurs impôts à la construction d'un monde plus juste. De fait, les ajustements structurels exigés par le FMI aux pays les plus pauvres, et l'exigence d'un État réduit à sa plus simple expression, comme le prône l'idéologie néolibérale enseignée dans toutes les facultés d'économie de la planète, correspond à un laisser-aller de la corruption, de la mafia, ou des groupes extrémistes religieux. L'absence de compassion des riches et des puissants, le manquement à leur devoir, de ceux qui gouvernent le monde, est un acte impardonnable. À moins que plus personne ne contrôle quoi que ce soit et que nous ayons créé un monstre, le marché, qui risque de nous emporter.

(Plus riches de la population mondiale)



L'économie voit à assurer les bases de la vie sur Terre, pas sa destruction. Yves Carrier

DANS CETTE ÉDITION

Spiritualité et citoyenneté	2
Loi pour interpréter le PIB	3
La grande transformation	4-5
Faire la révolution cela signifie...	6-7
Les Indignés espagnols...	8-10
Nouvel du conseil d'administration	11
Calendrier	12

Joyeux anniversaire !!

Gaétan Sirois, 8 février

Isabelle Perron, 20 février

Hélène Bédard, 11 février

Denis Boudreau, 27 février

Marie-France Dulac, 15 février

N'hésitez pas à nous faire parvenir votre date d'anniversaire!



SPIRITUALITÉ et CITOYENNETÉ par Robert Lapointe

AU SUJET DE LA CHARTE qui est certes remplie de bonnes intentions (dont l'enfer est pavé, nous le savons bien). Quelques effets possibles. Une femme musulmane se retrouvera coincée entre sa culture et la loi. La première lui enjoindra de porter le vêtement religieux et la seconde l'interdira. Double contrainte extrêmement perturbatrice. Et celle qui veut librement porter ce vêtement ? Je n'oserais jamais croire que la Charte est une émanation du patriarcat ou conforte celui-ci surtout à l'égard des femmes musulmanes. Musulmanes! La Charte est-elle aussi une attaque contre l'Islam? Conforte-elle l'idée de l'impérialisme américain du Clash des civilisations qui consiste à les monter les unes contre les autres, ce qui permet aux leaders de ce monde de préserver leur contrôle sur leurs populations respectives, lesquelles aspirent plus souvent à la sortie de l'exploitation et de l'oppression, à la sortie de la pauvreté, à une plus grande égalité, à la démocratie?

LA RÉVOLUTION EN ÉGYPTÉ se transforme en contre-révolution. Ce qui rend la situation si confuse est qu'il semble y avoir quatre camps dans la population. D'abord, autour d'Al-Sissi, nouvel *imperator*, c'est le retour à l'ordre ancien sous Moubarak, les partisans de la loi et l'ordre, les privilégiés, les militaires hommes d'affaires. Ensuite, il y a ceux qui préfèrent l'armée à l'Islam, tout en croyant au changement. Après, il y a les partisans d'un Islam qui a réponse à tout, qui soumet la société civile comme la société politique. Enfin, les vrais démocrates qui croient en la laïcité, en la séparation du politique et du religieux. Il y a du chemin à faire dans les pays islamiques. La Tunisie ouvre la voie.

LA THÉORIE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE sera présentée dans cette rubrique petit à petit. J'ai informé les participants de la rencontre mensuelle de décembre dernier que le manuscrit était achevé. Je vais donc vous en parler à chaque mois. **SON BUT:** le changement social, un projet de société, qui intègre la dimension de l'espace comme élément fondamental et qui s'efforce de faire dans la mesure du possible l'économie de la violence. **D'où vient-elle?** De l'échec des doctrines libérales et socialistes à réaliser un changement social en faveur de la majorité de la population. Pour ce qui est de l'espace, la théorie s'appuie sur la géographie structurale et la théorie de la forme urbaine, lesquelles s'efforcent aussi d'éviter la violence, en s'inspirant pour ce faire de la pensée de René Girard qui croit résoudre ce problème par une relecture et une nouvelle compréhension de la Bible. À ma grande surprise, étant au moins agnostique, j'ai fait de la Passion du Christ le nœud de la question, le cœur de la théorie.

QU'EST-CE QUE LA SOCIÉTÉ CIVILE? C'est le peuple en gros, les 99% en réalité, bien que la majorité accepte l'ordre injuste actuel. C'est la trame des familles et des ménages qui entrent en relations de toute nature, montent des organisations, font des affaires, s'amuse et réclament leurs droits. C'est nous autres.

ACTIVITÉS SOCIALES AU CAPMO

Le hockey aux cartes poursuit ses activités. Venez nous rencontrer, prendre un café avec nous, ou manger, apprendre à vous amuser dans le respect mutuel; devenez champions ou championnes sans trop d'efforts. Les rencontres ont lieu le vendredi et le dimanche à partir de 16 heures au 435 du Roi, au 2ième étage. Et il nous arrive parfois de faire des sorties au restaurant, à des spectacles, à d'autres activités sociales. Venez nous voir. Merci.

Rejet de la proposition de loi pour des indicateurs complémentaires au PIB

La Fabrique Spinoza, think thank français du bonheur citoyen



Cet article proposé par Vivian Labrie, auteure des graphiques sur le PIB, parle d'un projet de loi déposé en France par le parti vert concernant une autre mesure que le seul PIB pour mesurer le progrès social et environnemental de cette nation.

Le 15 janvier 2014, les verts ont vu leur [proposition de loi](#) préconisant la prise en compte de nouveaux indicateurs de richesse en complément du PIB, rejetée par la commission des Lois de l'Assemblée nationale. « L'abstention du groupe socialiste et le vote contre du groupe UMP ont malheureusement conduit au rejet de cette proposition de loi », a regretté Eva Sas, la députée Europe Écologie-Les Verts (EELV). La loi organique a été cependant débattue en séance cette semaine, le 23 janvier.

Eva Sas, épaulée par ses confrères souhaite introduire dans le projet de loi de finance « des indicateurs de qualité de vie et de soutenabilité » au nombre de quatre : l'indice de santé sociale, l'espérance de vie en bonne santé, l'empreinte écologique et l'empreinte carbone. L'indicateur de santé sociale (ISS), considère différents éléments liés au travail, au revenu, à l'éducation, à la santé, au logement, à la sécurité et au lien social. Il est à noter que l'ISS est déjà utilisé par l'association des Régions de France.

Le deuxième indicateur, l'indice d'espérance de vie en bonne santé (HLY) tient compte des inégalités d'espérance de vie en bonne santé entre les hommes et les femmes et entre les différentes catégories socioprofessionnelles.

Le troisième indicateur proposé par les écologistes, l'empreinte écologique, convertit en surface les pressions du mode de vie et de la consommation des habitants d'un pays sur les ressources naturelles renouvelables de la planète.

Le quatrième et dernier indicateur, l'empreinte carbone, considère les émissions de dioxyde de carbone et autre gaz à effet de serre produites par chaque habitant et engendrées au niveau local mais aussi international (importations et exportations).

Eva Sas a décrit l'objectif de cette proposition de loi comme étant de « déplacer le centre de gravité de notre appareil statistique d'un système de mesure privilégiant la production à un système orienté sur la mesure du bien-être des générations actuelles et à venir, aux fins d'aboutir à des mesures plus pertinentes du progrès social. » Cette proposition de loi organique s'inscrit dans un mouvement nouveau de prise de conscience de la nécessité de nouveaux indicateurs complémentaire au PIB comme l'avait appuyé l'économiste et prix Nobel Joseph Stiglitz à l'occasion du rapport de la Commission sur la Mesure de la



Le temps de la grande transformation et de la corruption générale

Leonardo Boff

Normalement, les sociétés reposent sur un trépieds : sur l'économie qui garantit la base matérielle de la vie humaine pour qu'elle soit bonne et décente; sur la politique par laquelle on distribue le pouvoir et on construit des institutions qui font fonctionner le vivre ensemble; et sur l'éthique qui établit les valeurs et les normes qui régissent les comportements humains pour qu'il y ait la justice et la paix et pour que les conflits soient résolus sans recourir à la violence. Généralement l'éthique est accompagnée d'une aura spirituelle qui répond au sens ultime de la vie et de l'univers, exigences toujours présentes dans l'agenda humain.

Dans une société fonctionnelle, ces instances s'entrelacent, mais toujours dans cet ordre : l'économie obéit à la politique et la politique se soumet à l'éthique. Mais à partir de la révolution industrielle au 19^e siècle, précisément à partir de 1834, en Angleterre, l'économie commence à se séparer de la politique et à supplanter l'éthique. Surgit alors une économie de marché faisant en sorte que tout le système économique est dirigé et contrôlé par le marché libéré de tout contrôle ou de limites éthiques.

La principale caractéristique de ce marché n'est pas la coopération mais la compétition qui va au-delà de l'économie et imprègne toutes les relations humaines. Plus encore, selon Karl Polanyi, il s'est créé : « Un nouveau credo totalement matérialiste qui croit que tous les problèmes peuvent être résolus par une quantité suffisante de biens matériels. » Ce credo est, aujourd'hui encore, assumé avec une ferveur religieuse par la majorité des économistes du système dominant et, en général, par les politiques publiques.

Désormais, l'économie fonctionnera avec un seul axe orienteur de toutes les instances sociales. Tout passera par l'économie, concrètement, par le PIB. L'un de ceux qui a étudié le plus en détail ce processus, est le philosophe et historien de l'économie Karl Polanyi (1866-1964), d'ascendance hongroise et juive, plus tard converti au christianisme calviniste. Né à Vienne, il œuvre en Angleterre, puis, sous la pression du maccarthisme, il s'établit à

Toronto tout en poursuivant sa carrière à l'université Columbia aux États-Unis. Polanyi démontre que « ce n'est plus l'économie qui est incluse dans les relations sociales mais que celles-ci qui sont incluses dans l'économie. » Il se produit alors se qu'il qualifie de Grande transformation : d'une économie de marché nous sommes passés à une société de marché.

En conséquence, naquit un nouveau système social, jamais vu dans l'histoire, où la société n'existe plus, mais à peine des individus en perpétuelle compétition, chose que Reagan et Thatcher vont répéter à satiété. Tout a changé, tout devient de la marchandise. N'importe quel bien sera conduit au marché pour être négocié en vue du profit individuel : des produits naturels, manufacturés, des choses sacrées liées directement à la vie comme l'eau potable, les semences, les sols, les organes humains. Polanyi ne manque pas de souligner que « tout cela est contraire à la substance humaine et naturelle des sociétés. » C'est cette réalité qui triomphe principalement après la Seconde guerre mondiale. Le marché est « un élément utile, mais subordonné à une société démocratique, » constate Polanyi qui s'inscrit à la base de la « démocratie économique ».

Les caractéristiques d'un libre-marché



Le temps de la grande transformation et de la corruption générale Leonardo Boff



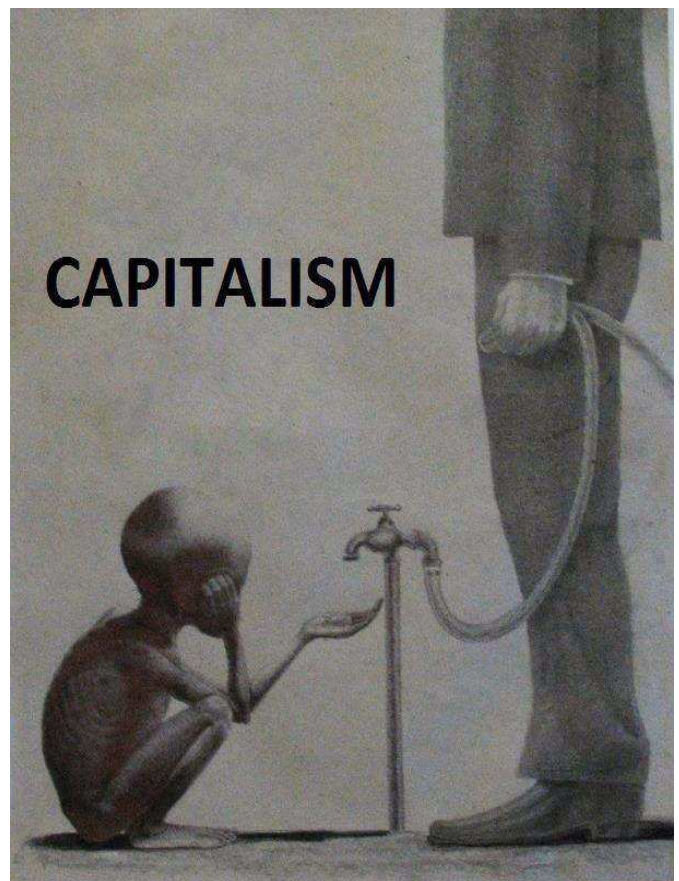
Il suffit de rappeler ici les paroles prophétiques de Karl Marx en 1847 dans *La misère de la philosophie* : « Arrive enfin un temps où tout ce que les hommes ont considéré comme inaliénable devient objet de troc, de trafic, et peut être vendu. Le temps où les choses propres qui jusqu'alors étaient considérées comme appartenant à tous et n'étaient jamais vendues; acquises, mais jamais achetées – la vertu, l'amour, l'opinion, la science, la conscience, etc. – tout est devenu objet de négoce. Le temps de la corruption générale, de la vénalité universelle ou, pour parler en termes d'économie politique, le temps où n'importe quelle chose, moral ou physique, une fois devenue valeur vénale est conduite au marché pour recevoir un prix, à sa plus juste valeur. »

Les effets socio-environnementaux désastreux de cette marchandisation de tout ce qui existe, nous le ressentons aujourd'hui dans le chaos écologique que connaît la Terre. Nous devons repenser la place de l'économie dans l'ensemble de la vie humaine, plus spécifiquement vis-à-vis des limites de la Terre. L'individualisme le plus féroce, l'accumulation obsessive et illimitée fragilise ces valeurs sans lesquelles aucune société ne peut se considérer humaine : la coopération, le soin des uns des autres, l'amour et le respect de la Terre-Mère et l'écoute de la conscience qui nous incite au bien commun.

Lorsqu'une société s'est engourdie comme la nôtre et en raison d'un matérialisme crasse, est devenue incapable de sentir l'autre comme un autre soi-même, mais seulement comme un éventuel producteur-consommateur, elle est train de creuser

sa propre tombe. Ce que vient de dire en Grèce l'activiste Noam Chomsky et qui résonne comme une alerte. « Ceux qui mènent la course vers le précipice, ce sont les sociétés les plus riches et les plus puissantes, celles qui possèdent des avantages incomparables comme les États-Unis et le Canada. C'est la folle rationalité de la « démocratie capitaliste » qui prévaut actuellement.

Maintenant, rappelons-nous la phrase célèbre de Margaret Thatcher : *There is no alternative (TINA)*. Il n'y a pas d'alternatives, soit nous changeons, soit nous périssons parce que les biens matériels ne pourront pas nous sauver. C'est le prix mortel que nous recevrons pour avoir livré notre destin à la dictature de l'économie, la transformant en un dieu sauveur de tous nos problèmes.



Aujourd'hui, faire la révolution cela signifie tirer les freins d'urgence

Leonardo Boff



On attribue à Karl Marx cette phrase pertinente : « Les révolutions qui se font, sont celles qui sont faisables. » Cela veut dire qu'une révolution ne naît pas d'un acte subjectif et volontariste. Lorsque cela se produit, elle est aussitôt vaincue à cause de son immaturité et son manque de conscience. La révolution se produit lorsque les conditions de la réalité sont objectivement mûres et qu'existe simultanément chez certains groupes humains la volonté subjective de la rechercher. C'est alors qu'elle peut faire irruption avec une certaine chance, jamais garantie, de vaincre et de se consolider.

Actuellement, nous aurions toutes les conditions objectives pour qu'éclate une révolution. Le mot révolution est entendu ici au sens classique du terme comme changement des fins générales poursuivies par une société qui crée les moyens adéquats pour les atteindre, ce qui implique des

transformations dans les structures sociales, juridiques, économiques et spirituelles de cette société.

Aujourd'hui, la dégradation générale dans presque tous les domaines, particulièrement dans l'infrastructure naturelle qui soutient la vie est si profonde que, en soi, une révolution radicale est nécessaire. Sinon, nous risquons d'intervenir trop tard et d'assister à des catastrophes écologiques et sociales d'une magnitude jamais vécues auparavant dans l'histoire humaine.

Mais il n'existe pas encore, chez les « maîtres du monde », la conscience subjective de cette urgence. Et ils ne le souhaitent pas. Ils préfèrent maintenir leur puissance, même au risque qu'eux-mêmes succombent à l'Armageddon. Le Titanic est en train de sombrer mais leur obsession du profit est si grande qu'ils continuent d'acheter et de vendre des bijoux comme si de rien n'était.

Généralement, les « révolutions » sont faites par les puissants qui anticipent celles des opprimés, en disant, comme c'est souvent le cas au Brésil : « Faisons la « révolution » avant que le peuple ne la fasse. » Naturellement, il ne s'agit d'une véritable révolution mais d'un coup de classe, utilisant, comme ce fut le cas lors de la « Révolution de 1964 », les forces armées à cette fin. Ces vainqueurs ont leurs acolytes qui leur chantent des louanges et leur élèvent des monuments, nomment des rues et des places publiques, en hommage à ceux qui ont perpétré le coup d'État, comme c'est toujours le cas au Brésil.

L'histoire des vaincus est rarement écrite. Leur mémoire est éteinte. Mais parfois cette mémoire émerge comme une force dénonciatrice et subversive. (...)

Aujourd'hui, faire la révolution cela signifie tirer les freins d'urgence

Leonardo Boff

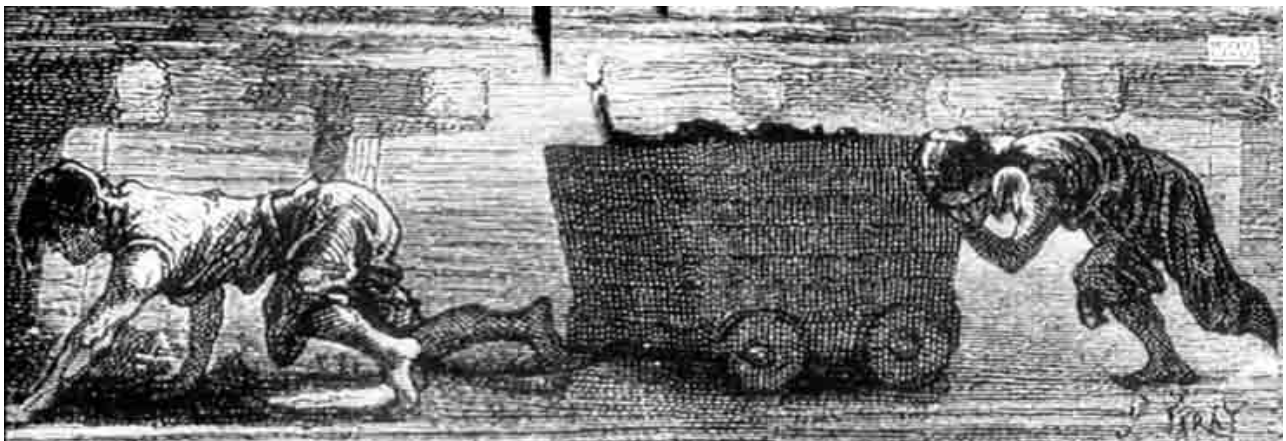


De telles tragédies nous posent la question jamais répondue de manière satisfaisante : Est-ce que l'histoire a un sens ? Un sens pour qui ? Il existe toutes sortes d'interprétations, des plus pessimistes qui voient dans l'histoire une série de guerres, d'assassinats et de tueries, jusqu'aux plus optimistes, comme celle des illuministes qui concevaient l'histoire comme une croissance dans la direction du progrès illimité et de sociétés toujours plus civilisées. Les deux grandes guerres mondiales, celle de 1914 et de 1939, et celles qui les ont suivies, qui firent près de 200 millions de victimes, pulvérisèrent cet optimisme. Aujourd'hui, personne ne peut nous dire dans quelle direction est-ce que nous marchons, ni les sages, ni le Dalai Lama ou le Pape François. Mais les événements se succèdent avec toute leur ambiguïté, certains porteurs d'espoirs, d'autres d'incertitudes.

Si nous étudions la tradition judéo-chrétienne, l'histoire ne peut être pensée qu'à partir de deux principes : celui de la négation du négatif et de l'accomplissement des promesses. La négation du négatif signifie que le criminel ne va pas triompher sur la victime. Le poids du négatif dans l'histoire n'empêche pas le sens définitif d'advenir. Au contraire, le Créateur « essuiera toute larme de leurs yeux : de mort il n'en aura plus; de pleur, de cri, de peine, il n'y en aura plus, car l'ancien monde s'en est allé. » (Apocalypse 21,4).

Le principe de l'accomplissement des promesses suppose : « Voici je fais l'univers nouveau. » « Puis je vis un ciel nouveau, une terre nouvelle – car le premier ciel et la première terre ont disparu, et de mer, il n'y en a plus. » « Voici la demeure de Dieu avec les hommes. Il aura sa demeure avec eux; ils seront son peuple, et lui, Dieu avec eux, sera leur Dieu. » (Apocalypse 21,5; 1 et 3) Et cette espérance impérissable de la tradition biblique qui ne disparaît pas, ni même lorsque le peuple juif fut mené aux camps d'extermination nazis.

En référence à la situation actuelle, je me rapporte à cette phrase de Walter Benjamin, citée par Michael Löwy : « Marx avait prédit que les révolutions sont la locomotive de l'histoire mondiale. Mais peut-être que les choses se présentent d'une manière complètement différente. Il est possible que les révolutions soient l'acte par lequel, l'humanité voyageant dans un train, en arrive à tirer les freins d'urgence. » Notre temps est celui où il faut tirer les freins avant que le train ne s'écrase hors des rails.



Trois ans plus tard, où en est le mouvement des indignés espagnols ?

PAR NATHALIE PÉDESTARRES 6 JANVIER 2014

Alors que l'austérité s'installe en France, en Espagne la lutte se poursuit contre les banquiers voyous, les expulsions de logement ou la privatisation de la santé publique. Trois ans après les vastes manifestations des « Indignés », le mouvement a pris une forme nouvelle, moins médiatisée, mais plus efficace, remportant ici et là de petites victoires malgré la répression. Un climat de contestation qui inquiète le gouvernement conservateur, alors qu'un nouveau parti politique se revendiquant des indignés, le parti X, émerge.

« *Sí se puede* », « *Oui, on peut* », l'un des slogans les plus populaires du mouvement du 15-M, ce gigantesque campement installé spontanément sur la place Puerta del Sol de Madrid, le 15 mai 2011, est-il resté lettre morte ? Éteint, comme les images spectaculaires des manifestations des « indignés » espagnoles ? « *Si on croyait voir dans l'avènement de ce mouvement une troisième révolution, on s'est trompé. Certains pensaient que le 15-M renverserait le gouvernement, qu'il ferait tomber le système capitaliste...* », assène Marcos Roitman, professeur de sociologie à l'Université Complutense de Madrid. Deux ans de contestations démocratiques n'auraient laissé aucune trace indélébile ?

« *Le temps des campements est fini !* », confirme Marta G. Franco, du journal indépendant [Diagonal](#), qui relaie l'actualité des mouvements sociaux. « *Les gens se sont lassés de ne pas voir rapidement de changements significatifs aux niveaux politique et économique. Mais ceux et celles qui restent dans le mouvement se sont organisés en réseaux de soutien citoyen dans tout le pays, avec des groupes d'actions concrètes et des assemblées qui ont lieu régulièrement dans les quartiers.* » Banques alimentaires, zones de troc, campagnes de relogement de familles expulsées, squats sociaux et culturels, services gratuits d'attention légale... Ces groupes d'actions concrètes ne sont pas restés inactifs. Le mouvement a changé de

formes.

Bataille contre l'impunité des banquiers voyous

La Plateforme anti-expulsions (PAH) a ainsi multiplié les occupations d'immeubles appartenant à des banques renflouées par l'État ou au fonds Sareb, la « bad bank » espagnole créée par l'État pour récupérer les actifs toxiques des banques et leur patrimoine immobilier invendu. Leurs mobilisations aux côtés des laissés-pour-compte de l'austérité ont permis d'empêcher 902 expulsions et de reloger 712 personnes depuis le début de la crise en 2008. « *Nous sommes l'écueil sur lequel les propriétaires de ces immeubles [les banques et le Sareb] ont échoué. C'est la formidable mobilisation citoyenne, les milliers de personnes qui se sont déplacées de tout le territoire pour nous aider à empêcher l'expulsion d'un immeuble. Face à l'inévitable couverture médiatique de ces expulsions [parfois violentes, avec l'intervention de la police], ils ne peuvent pas faire grand-chose d'autre que de négocier s'ils tiennent à préserver leur image* », confie Chema Ruiz, porte-parole de la Plateforme anti-expulsions. Leur objectif : pousser l'État et les banques propriétaires à accepter que ces habitats soient requalifiés en logements sociaux.



Trois ans plus tard, où en est le mouvement des indignés espagnols ?

PAR NATHALIE PÉDESTARRES 6 JANVIER 2014

Entre deux expulsions, la bataille est aussi juridique. Le collectif 15-M *PaRato* a fait éclater au grand jour le scandale des *preferentes*, ces produits financiers à hauts risques proposés par des banques aux particuliers, et présentés comme des placements sûrs. Résultat : les économies de milliers de petits épargnants se sont évaporées. Grâce à des dons pour payer les procédures et au soutien d'avocats, le collectif a réussi à faire inculper Miguel Blesa, l'ancien président de la caisse d'épargne madrilène (Caja Madrid), aujourd'hui fusionnée dans Bankia. L'ancien banquier a même été placé à deux reprises en détention par le juge Elpidio Silva. A chaque fois, il a été libéré, ce qui a valu au magistrat d'être écarté du dossier. Mais Miguel Blesa n'en a pas fini avec la Justice. La récente fuite dans la presse de courriers électroniques dans lesquels Miguel Blesa avoue avoir « trompé les clients » a amené la Cour d'Assises (Audiencia Nacional) à demander une enquête sur la responsabilité du banquier et de son équipe dans les émissions de ces placements toxiques.

La répression par l'asphyxie économique

Dans le domaine de la santé publique, l'un des syndicats de personnel soignant de Madrid (AFEM) a également réussi à faire mettre en examen deux anciens conseillers municipaux du système sanitaire madrilène, Juan José Güemes et Manuel Lamela, pour l'attribution frauduleuse de contrats de services hospitaliers à des entreprises privées dans lesquelles ils avaient des intérêts personnels.

Même sans grandes manifestations médiatisées, ce climat de contestation inquiète le gouvernement conservateur de Mariano Rajoy. La droite a réagi en ratifiant toute une batterie de nouvelles lois qui, sous couvert de protection et de salubrité publique, répriment des libertés citoyennes fondamentales. Ainsi, le texte de la « loi de sécurité citoyenne », récemment

approuvée par le Parlement, considère le simple fait de manifester pacifiquement devant une institution – le congrès, le Sénat, un tribunal... – sans en avoir averti au préalable la municipalité, comme une « infraction grave », passible d'une amende pouvant atteindre les 30 000 euros. « Le gouvernement ne veut plus assumer les images de policiers en train de matraquer les manifestants. Il a donc choisi la voie de la répression par l'asphyxie économique, en imposant des amendes exorbitantes », commente Marta, du journal *Diagonal*. Cette loi a suscité des manifestations dans toute l'Espagne et le rejet de l'opposition, notamment les socialistes du PSOE qui envisage de présenter un recours auprès du Tribunal constitutionnel.

« La capacité à construire un autre monde est là »

L'un des apports les plus durables du 15-M est d'avoir réconcilié les Espagnols avec le sens étymologique du terme démocratie. « Le 15-M a été, à tort, interprété comme l'explosion soudaine d'une indignation citoyenne généralisée. Mais cette indignation existait déjà bien avant le campement sur la Puerta del Sol, organisée en collectifs citoyens hétérogènes, politisés, syndiqués se revendiquant d'une gauche anticapitaliste et de secteurs marginalisés par la politique conventionnelle. Le 15-M n'a fait qu'unir ces luttes. On lui saura gré aussi d'avoir ravivé une prise de conscience citoyenne, un esprit critique », analyse Marcos Roitman, professeur de sociologie à l'Université Complutense de Madrid.

Trois ans plus tard, où en est le mouvement des indignés espagnols ?

PAR NATHALIE PÉDESTARRES 6 JANVIER 2014



(Sans violence, nous sommes plus nombreux)

Ce qui s'est produit contre la privatisation de la santé publique en est une illustration. *« Il y a dix ans, quand on sortait manifester contre la privatisation des services hospitaliers, nous n'étions suivis que par les usagers du système. Pas par les professionnels »*, remarque Ángel Navarro, de la plateforme anti-privatisation de la santé publique (CAS). Mais lorsque les coupes budgétaires imposées par le ministère de la Santé Publique ont frappé de plein fouet le personnel soignant, avec son lot de diminution de salaires et de suppressions de postes, celui-ci s'est mobilisé. *« Ici, en Espagne, il y a toujours eu un esprit libertaire très fort »*, souligne Antonio Gómez, porte-parole de la CAS. *« La capacité à construire un autre monde est là, mais il faut arrêter le spectacle ! En Espagne, les gens parlent beaucoup et cela limite l'action »*, poursuit le sociologue Marcos Roitman.

Foire d'empoigne à gauche

Un écueil demeure à l'élargissement de cette forme de démocratie directe : la question du débouché politique pour les uns, de la récupération politique pour les autres. *« C'est la foire d'empoigne entre les partis de gauche pour s'accaparer les votes des « indignés » en vue des élections générales dans deux*

ans», déplorent les deux militants de la plateforme anti-privatisation de la santé publique. *« Il se peut que ces mouvements sociaux tentent de former une plateforme du type Syriza [la coalition de partis de gauche grecque, ndlr] »*, pronostiquent-ils. Avec le risque qu'un parti traditionnel s'en serve pour *« récolter les votes de ces gens qui disaient justement ne pas se sentir représentés ! »*

Un autre parti, le « Partido X », créé il y a un an, s'est présenté officiellement en octobre. Il est perçu avec circonspection par certains militants du 15-M. Ce « parti » alternatif, sans dirigeant visible, peu loquace dans les médias, dit vouloir canaliser la convergence de toutes les luttes sociales éparses sur le territoire espagnol et envisage de se présenter aux élections de 2015. Son programme, basé sur la démocratie participative, la désobéissance civile et le pragmatisme, propose aussi une totale transparence de la gestion publique, un pouvoir législatif et exécutif sous contrôle citoyen, le droit au vote réel et permanent et le référendum obligatoire et contraignant. Leur but est de répondre à des problèmes concrets par des solutions toutes aussi concrètes. À suivre...

Nathalie Pédestarres



Des nouvelles du conseil d'administration du CAPMO

Suite à la dernière réunion du conseil d'administration, vendredi le 24 janvier, Donald Lehouillier s'est joint à notre équipe en remplacement d'Emilie Frémont Cloutier. Emilie travaille maintenant pour notre organisme à raison de 10 heures semaine afin d'accélérer le démarrage du comité transport du CAPMO.

Suite à la démission pour des motifs personnels de monsieur Normand D'Amour, il y a à nouveau une place disponible au sein du conseil d'administration. Cela représente une réunion par mois et le poste devra être occupé jusqu'à la fin du mois de septembre, jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle où la personne pourra être réélue. Veuillez communiquer avec moi si l'enthousiasme de vous impliquer vous prend.

Cette année, nous formons le comité brunch au début du mois de mars afin de mousser l'événement et d'en faire un plus grand succès. Ce comité veillera à organiser l'animation du brunch et la promotion de l'événement. S'il est nécessaire de vous le rappeler, cette activité de financement s'avère essentiel au développement de nos activités et à une bonne santé financière du CAPMO.

Au plaisir de vous revoir à l'une ou l'autre de nos soirées mensuelles.

Restez éveilléEs malgré le long et rigoureux hiver que nous avons.

Yves Carrier, coordonnateur

Gouverner pour les élites

Arnaldo Zenteno

Selon le dernier rapport de l'organisation humanitaire OXFAM International, adressé aux participants du Forum international de Davos, en Suisse, les inégalités sociales dans le monde s'agrandissent à un rythme accéléré...

1% de la population mondiale possède 110 milliards de dollars, 65 fois plus que la moitié de la population mondiale, la partie la plus pauvre. Les 85 personnes les plus riches du monde possèdent ensemble un patrimoine égale à ce que possède la moitié la plus pauvre de l'humanité.

Après la crise du système capitaliste en 2008, qui a tant affecté l'Europe, aux États-Unis, révèle le rapport d'Oxfam International, le 1% des plus riches s'est emparé de 95% de la croissance du pays. Pendant que 90% de la population américaine s'est appauvrie davantage.


La même chose s'est produite dans d'autres pays. Entre 1980 et 2012, le 1% des plus riches a augmenté sa richesse de 100% en Australie, de 150% aux États-Unis, de 75% en Suède et en Norvège. Et la même chose se produit dans les pays en voie de développement avec l'apparition de nouveaux riches comme en Inde, en Chine et ailleurs.

À ce chapitre, le rapport signale que l'Amérique latine se distingue. C'est là que les inégalités sociales auraient le plus diminuées. Par exemple, on mentionne qu'auparavant la moyenne mondiale était que là où 50% de la population la mieux nantie accaparaient 90% de la richesse nationale, les 50% de la population la moins nantie devaient se contenter de vivre avec 10% de la richesse. En Argentine par exemple, ce ratio serait actuellement de 77% pour la moitié supérieure de la population et 23% pour la moitié moins favorisée.

L'inégalité a diminué là où les gouvernements représentent la population et non les élites fortunées. Le rapport fait référence aux gouvernements que les médias occidentaux accusent d'être « populistes » ou « autoritaires ». Comme c'est le cas du Venezuela, de l'Équateur, du Brésil, de l'Argentine, de l'Uruguay, de la Bolivie, du Nicaragua et également du Mexique.

L'Argentine serait le pays ayant la meilleure couverture sociale pour ses aînés selon des rapports des Nations Unies, et l'Organisation Internationale du Travail (O.I.T.) affirme que l'Amérique latine est la région du monde où le chômage a davantage régressé au cours des dernières années.

Calendrier des activités à venir

Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi
26	27	28	29	30	31	01
<div style="display: flex; align-items: center;">  <div> <p style="text-align: center;">Les événements engagés de la Capitale-Nationale et plus !</p> <p style="text-align: center;">Média de la démocratie en action</p> <p style="text-align: center;">www.reseauforum.org</p> <p style="font-size: small; text-align: center;">Le seul média pour une vue d'ensemble des activités socio-politiques et communautaires : arts engagés, solidarité locale et internationale, défense des droits, démocratie, écologie ... — manifestations, conférences, ateliers, etc.</p> </div> </div>						
02 Hockey aux cartes à 15 h 435 rue du Roi	03	04 Lancement du livre de Paul Cliche, La solidarité internationale, plus nécessaire que jamais, Salon Hermès, 16:00 Pavillion Palasis Price, U.Laval	05	06 La mobilisation, moteur de la transformation sociale, Formation annuelle du REPAC	07 La mobilisation, moteur de la transformation sociale, Formation annuelle du REPAC	08
09 Hockey aux cartes à 15 h 435 rue du Roi	10	11 Vers le Forum social des peuples, Réseau du Forum social de Québec 435 rue du roi, 2è étage, 19 h.	12 12-15 février Semaine de sciences sociales: Démocratie, médias, Marx-Hegel U. Laval, Pav. De Konink	13 Soirée mensuelle du CAPMO, 435 rue du roi, Québec, 2è étage, 18:30 Vers une économie du Buen vivir	14 12-15 février Semaine de sciences sociales: U. Laval, Pav. De Konink	15 12-15 février Semaine de sciences sociales: U. Laval, Pav. De Konink
16 L'éducation populaire autonome, une stratégie de changement social Bar L'Agités 13h00	17	18 Assemblée générale du Réseau du Forum social de Québec, 19h00, 435 rue du roi, 2è étage,	19	20	21 Mainmise sur les champs, 11h30, U. Laval, Pav. De Konink, Salle 2419	22
23 Hockey aux cartes à 15 h 435 rue du Roi	24	25	26 L'écologie sociale, brève introduction, 19h00 Bar l'Agitée 251, Dorchester, à Québec	27	28 Hockey aux cartes à 15 h 435 rue du Roi	01